

TRANSMIS AU CONTROLE DE LEGALITE LE : 21/06/2021

DATE D’AFFICHAGE DU DEPOT EN MAIRIE : 23/04/2021

Commune d’ENTRAIGUES SUR LA SORGUE
Place du 8 mai 1945
84320 ENTRAIGUES-SUR-LA -SORGUE

CAROL IMMOBILIER
représentée par Monsieur CAROL PATRICK
64 AVENUE SALVADOR ALLENDE
84320 ENTRAIGUES SUR LA SORGUE

DESCRIPTION DE LA DECLARATION		référence dossier :
Déposée le 23/04/2021	Complétée le 02/06/2021	N° DP 84043 21 S0050
Par :	CAROL IMMOBILIER représentée par Monsieur CAROL PATRICK	
Demeurant à :	64 AVENUE SALVADOR ALLENDE 84320 ENTRAIGUES SUR LA SORGUE	
Pour :	DIVISION EN VUE DE CONSTRUIRE	
Sur un terrain sis :	117 IMPASSE MASSENET 84320 ENTRAIGUES-SUR-LA-SORGUE	
Cadastré :	BO147	

ARRETE

De NON OPPOSITION à une déclaration préalable au nom de la commune d’ENTRAIGUES SUR LA SORGUE

Le Maire d’ENTRAIGUES SUR LA SORGUE,

Vu la déclaration préalable présentée le 23/04/2021 par CAROL IMMOBILIER représentée par Monsieur CAROL PATRICK, demeurant au 64 AVENUE SALVADOR ALLENDE - 84320 ENTRAIGUES SUR LA SORGUE ;

Vu l’objet de la déclaration :

- Sur un terrain situé au 117 IMPASSE MASSENET - 84320 ENTRAIGUES-SUR-LA-SORGUE ;
- Cadastré BO147 ;

Vu le code de l’urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants, R421-1 et suivants ;

Vu le Plan Local d’urbanisme approuvé le 11/10/2017 ; mis à jour le 16/11/2017, mis à jour le 03/09/2018, modifié le 29/04/2019, révisé le 08/07/2019, modifié le 02/10/2019 ; modifié le 30/03/2021 ;

Vu le règlement de la zone UDa du PLU de ENTRAIGUES SUR LA SORGUE ;

Vu l’avis favorable du GRAND AVIGNON SERVICES TECHNIQUES en date du 27 avril 2021 ;

Vu l’avis favorable de VEOLIA en date du 17 mai 2021 ;

Vu l’avis favorable avec prescriptions du SOCIETE DU PIPELINE SUD-EUROPEEN - Direction Technique en date du 29 avril 2021 ;

Vu l’avis favorable du SYNDICAT DES EAUX DURANCE-VENTOUX en date du 07 mai 2021 ;

Vu l’avis favorable avec prescriptions du PIPELINE OTAN TRAPIL en date du 07 mai 2021 ;

Vu l’avis favorable avec prescriptions du GRTgaz - DO - PERM en date du 20 mai 2021 ;

Vu l’avis favorable tacite de ENEDIS en date du 27/05/2021 ;

Vu la demande de pièces complémentaires en date du 18/05/2021 ;
Vu les pièces complémentaires déposées en date du 02/06/2021 ;

ARRETE

Article 1

Il n'est **PAS FAIT OPPOSITION** à la déclaration préalable, sous réserve du respect des prescriptions mentionnées aux articles ci-dessous.

Article 2

Le lot A pourra se raccorder sur le réseau public d'eaux usées existant Résidence de Sève tel que mentionné dans l'avis rendu le 17/05/2021 par Véolia ci-joint. Les eaux de pluie seront obligatoirement récupérées sur la propriété par un système de rétention conformément à l'article UD4 du PLU de la commune.

Article 3

Le pétitionnaire devra impérativement respecter les prescriptions émises par la société SPSE dans son avis du 29/04/2021 ci-annexé.

Article 4

Le pétitionnaire respectera les prescriptions émises par Rhône Ventoux, dans son avis du 07/05/2021 ci-annexé.

Article 5

Le pétitionnaire devra impérativement respecter les prescriptions émises par la société TRAPIL dans son avis du 07/05/2021 ci-annexé.

Article 6

Le pétitionnaire devra impérativement respecter les prescriptions émises par la société GRT gaz dans son avis du 20/05/2021 ci-annexé.

Article 7

Conformément à l'article UD3 du PLU, l'aire de retournement prévue devra obligatoirement rester libre de tout obstacle.

Article 6

La construction sur le nouveau lot détaché devra faire l'objet d'un permis de construire préalable et être réalisé conformément au règlement de la zone UDa du PLU de la commune.

Le projet étant situé à proximité des réseaux de transport SPSE, GRT GAZ, PIPE LINE OTAN, le pétitionnaire devra obligatoirement se conformer à la législation en vigueur, et notamment aux articles L et R554-1 et suivants, qui prévoient pour les entreprises exécutantes, l'obligation d'adresser une Déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) à chaque exploitant d'ouvrage concerné par les travaux via le site www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr. Cette déclaration devra être reçue par l'exploitant de l'ouvrage 9 ou 15 jours au moins avant le début des travaux, jours fériés non compris. Lorsque les travaux sont exécutés par un particulier, il lui appartient d'effectuer cette déclaration.

ENTRAIGUES SUR LA SORGUE, Le
Pour le Maire,
L'adjointe Déléguée à l'Urbanisme

18 JUIN 2021

Aurore CHANTY



Observations et prescriptions particulières

- Pour information, depuis le 01/10/2012 la Participation pour Financement de l'Assainissement Collectif est due par les propriétaires d'habitation dès lors que des eaux usées supplémentaires sont rejetées dans le réseau public de collecte des eaux usées. La PFAC est exigible à la date du raccordement de l'immeuble au réseau public.
- Zone affectée par le bruit – Catégorie 3 : l'isolation phonique des constructions est obligatoire.
- Par arrêté préfectoral du 03 octobre 2000, l'ensemble du département du Vaucluse a été classé en zone à risque d'exposition au plomb.
- Par arrêté préfectoral du 06 avril 2001, la commune d'ENTRAIGUES SUR LA SORGUE est décrétée en zone contaminée par les termites.
- Risque sismique : La Commune est classée en zone 3 pour le risque sismique correspondant à une sismicité modérée. Les architectes, maîtres d'œuvre et constructeurs doivent tenir compte sous leur propre responsabilité des règles de construction parasismique.

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément au décret N°2016-6 du 05/01/2016 et par dérogation aux dispositions figurant au premier et troisième alinéa de l'article R.424-17 et R.424-18 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- Dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires de l'autorisation au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- Dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévu par l'article L.242-1 du code des assurances